le fond de caisse, 500 francs, et début de piste. *Xavier Lafargue*

Conseil d'Etat met la ville cœur de ses préoccupations

ouvelle délégation olitique de la ville a été par le gouvernement.

ait glissé le 7 décembre e discours de Saint-Pierre, annoncé hier la concréti- . François Longchamp, ent du Conseil d'Etat, a ité une nouvelle déléga- lédiée à la politique de la Elle sera chargée de pilo- réflexions et les mesures uvernement en lien avec ieu urbain.

aposée de Charles Beer dent), de Mark Muller et chèle Künzler, cette délé- se préoccupera notam- d'aménagement, de sécu- t d'enseignement. «L'ob- est de veiller à ce que les ers ou les communes se ppent de manière plus mieuse, a expliqué François Longchamp. Certaines communes se sont développées uniquement en offrant du logement, d'autres des places de travail. En termes de fiscalité, cela pose des problèmes.»

Dans le discours de législature que constitue le discours de Saint-Pierre, François Longchamp avait évoqué «le lancement d'un plan d'investissements axé sur l'école, le logement, la culture, l'intégration et la sécurité, qui restaurera le sentiment d'appartenance à son quartier». Il reste quatre ans à ce Conseil d'Etat pour matérialiser cette belle promesse.

Le gouvernement a constitué hier huit autres délégations. Dont une est chargée de l'aménagement de la pointe de la Jonction. En revanche, le PAV n'a pas droit à sa «task force».

Eric Budry

Des militants anticapitalistes envahissent une banque

Les militants dénoncent la politique de la Confédération vis-à-vis d'UBS.

Hier, sur le coup de midi, une vingtaine de militants ont envahi la succursale UBS de la rue du Rhône. Equipés de banderoles où l'on pouvait lire «UBS, rendez-nous nos 66 milliards», ils ont investi les locaux de l'établissement en distribuant des tracts. Face à des clients étonnés et des employés agacés, les activistes ont dénoncé la politique de la Confédération vis-à-vis de la banque. Pour Paolo Gilardi, chargé de la coordination des anticapitalistes, «cette action est importante car aujourd'hui UBS recommence à faire des bénéfices et les bonus sont de nouveau distribués aux cadres alors que la banque n'a toujours pas remboursé l'argent public». Les anticapitalistes désiraient une chose: «Nous voulons que cet argent public serve la majorité des citoyens et non pas une poignée d'actionnaires. Nous voulons que les 66 milliards soient redistribués aux assurances sociales, à l'éducation et à la culture.»

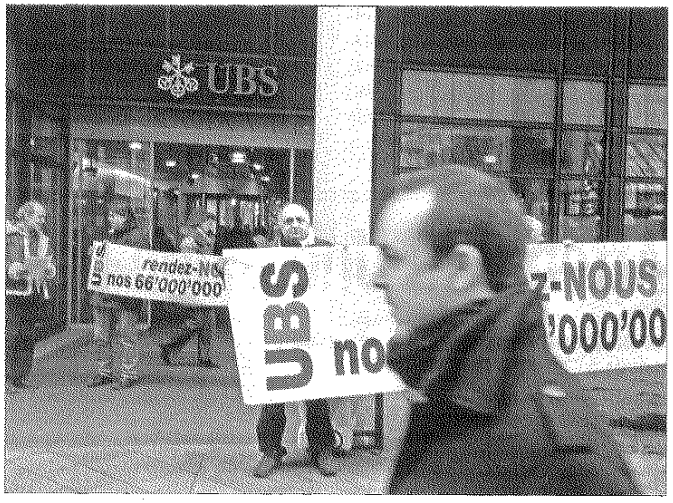
Action pacifique

Cette action se voulait avant tout pacifique, comme nous le confirme un des militants: «Nous ne sommes pas là pour casser. Personnellement, nous n'avons rien contre les employés de la banque, mais nous estimons que c'est un lieu public, car nous avons tous investi dans cette banque, et que, par conséquent, nous y avons le droit de manifester.»

Ils ont également profité de cette action pour dénoncer l'ouverture du World Economic Forum de Davos. «Ils souhaitent reconstruire le capitalisme et assurer sa durabilité alors qu'aujourd'hui leur système a entraîné une crise économique mondiale, une grave crise alimentaire et environnementale», affirme Paolo Gilardi.

Après une dizaine de minutes, les militants sont finalement sortis sans contrainte des forces de l'ordre qui veillaient au bon déroulement de la manifestation.

Grégory Guignet



Siège de l'UBS. Une vingtaine de manifestants ont investi les locaux de l'établissement en distribuant des tracts. (PIERRE ABENSUR)